

le but de donner le change au public, et pour montrer que sa dépense énorme n'était que la suite des promesses faites par ses collègues lorsqu'ils étaient dans l'opposition. Ils cherchaient à dérober leurs traces, et le meilleur moyen d'y arriver, pour le ministre des finances, est d'exagérer beaucoup le poids des fardeaux qui lui sont imposés.

Or, comment a-t-on rempli les obligations léguées, et comment s'est-on acquittée des nouvelles le 1er juillet 1878 ? Le chemin de fer du Pacifique a englouti \$8,812,833, et il y a encore d'énormes sommes qui ont été payées depuis, ou qui sont encore dues. Nous avons eu un aperçu, et un aperçu seulement de la hâte irréfléchie, du gaspillage et des tripotages qui ont caractérisé cette entreprise. Il n'y a pas une seule partie de la ligne, du Fort William à la Rivière-Rouge qui puisse être mise en opération d'ici à trois ans au moins, parceque le tronçon de liaison entre la rivière aux Anglais et Kiatwin, n'a pas été touché, et ainsi une somme énorme d'intérêt sera complètement perdue tant que le chemin ne pourra pas être ouvert au trafic.

Pour ce qui est du canal Welland, \$7,846,145 ont été dépensées jusqu'au 1er juillet 1878 pour l'élargissement de chaque extrémité qui est à peu près complétée; la section du milieu et l'aqueduc sur la rivière Welland ont été donnés à contrat, il y a quelques mois seulement et ne pourront pas être terminés avant trois ans. Jusqu'à cela, les nouveaux ouvrages seront complètement inutiles, se détérioreront rapidement et accumuleront un chapitre énorme d'intérêts sur les déboursés.

Avec un semblable état de choses, il est très-naturel que nous éprouvions ces appréhensions au sujet du crédit public qui a été ainsi mis à la dernière épreuve par la prodigalité et l'incurie de ceux à qui le soin en était confié.

J'ai été accusé, avec mes amis, de temps à autre d'avoir envisagé la position du pays sous son aspect le plus sombre, dans nos discours publics; cependant, je ne sache pas qu'aucun des partisans du gouvernement actuel ait jamais fait de notre position un tableau aussi lugubre que celui qu'en a tracé en 1874 l'ex-ministre des finances, dans son exposé du budget, et dans plusieurs autres discours subséquents. Il est de fait que le minis-

tre des finances, dans cette occasion, a porté un coup sérieux au crédit du Canada. Mais, le Canada, je l'espère, y survivra, puisqu'il a bien survécu à cinq années du gouvernement désordonné des honorables messieurs qui forment maintenant la gauche de cette Chambre.

En 1873, à peu près vers le temps où le soi-disant parti de la réforme est monté au pouvoir, il se trouva qu'il y avait dans le monde commercial, une grande réaction; que les revenus du Canada qui avaient été en augmentant jusqu'alors, se mirent à décroître; il arriva que, en 1873, l'explosion qui était depuis si longtemps prévue aux Etats-Unis, et que le ci-devant ministre des finances disait avoir pressentie d'une façon toute spéciale, éclata dans toute la grande république. D'abord, le Canada n'en ressentit pas le contre-coup; mais il était du devoir de ceux qui conduisaient le vaisseau de se tenir prêts pour la tempête, de changer leur route, s'il le fallait, d'abattre des voiles, afin de se préparer pour le danger.

Jusqu'alors, les revenus avaient eu une augmentation constante, mais dans la première session de 1873, mon honorable ami (M. Tilley) déclarait à la Chambre qu'il avait l'intention d'opérer un changement dans la politique fiscale du pays, dans le sens d'une augmentation des taxes. Il a prédit que, grâce à la législation de 1873, il deviendrait nécessaire d'augmenter le revenu, et il déclara en propres termes qu'il avait l'intention de faire face aux besoins en recourant à la protection, et qu'il agencerait son tarif de revenu de manière à donner l'essor aux diverses industries du pays.

Il faut bien remarquer que, jusque-là, on n'avait aucunement senti la nécessité d'un tarif protecteur dans ce pays; que l'état des affaires, chez nos voisins, était tel, qu'ils ne pouvaient rien nous vendre, tandis que nous pouvions leur vendre, à des prix raisonnables, tout ce que nous produisions. Le tarif de 15 pour cent alors en force, était tout à fait suffisant pour protéger nos industries. Il y avait eu un accroissement constant du revenu, et un excédant constant de pas moins de \$11,849,000; c'est ce surplus que l'ex-ministre des finances reconnaît avoir été dépensé sur les travaux publics du pays, et pour le rachat de la dette sans compter les £700,000 payés sur le fonds d'amortissement. Cet état est inscrit sur le